



Face aux enjeux, L'unité dans l'action

Tous ensemble pour gagner !

Les coups portés à notre modèle social dès l'investiture du président Macron doivent conduire tous ceux qui refusent cette libéralisation à outrance, à se mobiliser très vite de manière unitaire, combative et solidaire.

L'année 2018 (avec le rapport Spinetta devant être rendu d'ici quelques jours, la loi ferroviaire 2 dans quelques mois et l'ouverture à la concurrence) s'annonce être celle de tous les dangers pour les cheminots. Nous savons que gouvernement et directions en cogèrent les orientations en vue d'en finir le plus vite possible avec le train public. Dans la continuité, Macron a aussi promis de reprendre une partie de la dette, mais en échange d'une réforme du statut des cheminots et surtout d'une remise en cause de leur régime de retraite !

A l'heure actuelle, si les postures et le dogme libéral développés par la direction du GPF et le gouvernement venaient à s'imposer, c'est très clairement la fin du contrat social cheminot et de l'entreprise publique à laquelle l'ensemble des salariés du GPF aurait à faire face.

■ Annonce de la privatisation du Fret il y a quelques jours ■ Rapport Spinetta à paraître le 9 février
■ Loi ferroviaire dans quelques mois ■ Ouverture à la concurrence en 2019...

Face à ces attaques, il faut une riposte coordonnée, forte et unitaire !

Dans un tel contexte, quel avenir pour les salariés refusant le transfert ou exerçant leurs métiers dans des activités non-conventionnées ?... Quel avenir pour un transport écologique de marchandises et de voyageurs si près de 10.000 Kms de voies sont menacées de fermeture ?

Les enjeux régressistes de l'année 2018 méritent que l'on soit avec force et détermination aux côtés des travailleurs du rail, aux côtés de ceux qui luttent. Il est aujourd'hui de notre devoir syndical de porter, tous ensemble et partout, des projets alternatifs à celui de la liquidation et du dumping social prônés par les libéraux, dont le but principal est de capter et d'engranger de colossales subventions publiques à moindre frais ...

Les cheminots sont conscients des enjeux, déterminés et prêt à lutter, ils ne sauraient accepter des divisions d'appareils et des stratégies de boutique.

L'avenir des cheminots et de l'entreprise publique exigent que l'on tire les leçons du passé. Si on agit seul cela ne va jamais marcher. Il faut vite tracer entre organisations syndicales opposées à ce processus de liquidation, le rapport de force pour gagner ! C'est sur la base de ce mandat que la Fédération SUD-Rail fera des propositions lors de l'interfédérale le 13 février.